



FORUM HYDROMET DE LA CEEAC

Vers une feuille de route pour la modernisation des services hydrométéorologiques

Communiqué de Libreville, Gabon, 16 Novembre 2018

Nous, représentants des institutions des États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), membres du réseau des parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique (REPARC) et autres parties prenantes à la construction d'une résilience face aux catastrophes et au changement climatique; représentant les praticiens des secteurs de la météorologie, de l'hydrologie et de la gestion des risques de catastrophe en Afrique centrale, délégués au Forum Hydrométéorologique de la CEEAC, réunis du 14 au 16 novembre 2018 à Libreville par la CEEAC et le gouvernement de la République Gabonaise avec le soutien de l'Union Européenne, du Groupe des Etats ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique), de la Banque mondiale, de l'Organisation Météorologique Mondiale et autres partenaires au développement et partenaires techniques ;

Apprécions l'hospitalité et l'accueil chaleureux du gouvernement et du peuple gabonais réservé aux délégués de la conférence, et les félicitons pour leur engagement en faveur de la réduction des risques de catastrophe et de la gestion des risques liés au climat ;

Considérant les avantages comparatifs, les mandats et les capacités des différentes parties prenantes qui visent collectivement à améliorer la production, la fourniture et l'utilisation de services météorologiques, hydrologiques et climatiques pour l'alerte précoce afin de réduire la vulnérabilité aux catastrophes hydrométéorologiques, réduire l'extrême pauvreté et construire une prospérité partagée dans la région Afrique Centrale ;

Notons que le renforcement ciblé des capacités des services météorologiques et hydrologiques nationaux et régionaux par une approche axée sur les utilisateurs finaux, sur la fourniture de services et sur la connectivité de l'ensemble de la chaîne de production, est essentiel à la fourniture de services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce pour le développement durable et la résilience au Changement Climatique ;

Reconnaisant la nécessité constante d'investir de manière adéquate dans la modernisation et l'intégration des systèmes et services hydrologiques, météorologiques et d'alerte rapide, en faisant appel à des programmes et des initiatives de partenariat tels que le programme Hydromet pour l'Afrique, un partenariat conjoint de la Banque mondiale, de l'OMM, de la BAD et d'autres organisations, afin de renforcer les réalisations actuelles dans la région de la CEEAC pour des prévisions climatiques et des systèmes d'alerte précoce efficaces;

Reconnaisant en outre que la collaboration dans le domaine des systèmes météorologiques, hydrologiques, climatiques et d'alerte rapide doit s'appuyer sur diverses politiques et stratégies nationales et régionales, notamment la Stratégie Africaine Intégrée pour la Météorologie (SAIM) sous les auspices de la Conférence ministérielle africaine en météorologie (AMCOMET) et la Stratégie d'Afrique Centrale pour la Prévention des Risques, la Gestion des Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique;

Reconnaisant qu'aux côtés des Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), le secteur privé, les universités, la société civile, les médias et d'autres acteurs non étatiques ont

également un rôle clé à jouer dans le renforcement des systèmes régionaux et nationaux d'hydrométéorologiques, d'alerte précoce et de gestion des risques de catastrophe ;

Notant l'importance des services hydrométéorologiques et de gestion des risques de catastrophe pour atteindre les objectifs de la Stratégie régionale pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique, de la politique sous-régionale sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles, de la politique régionale de l'eau en s'appuyant sur l'Agenda 2063 pour l'Afrique, sur la Stratégie Africaine Intégrée pour la Météorologie (SAIM), sur les objectifs de développement durable, sur le programme d'action pour la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et sur les engagements de l'accord de Paris;

Ayant pris en considération les discussions approfondies et les recommandations des experts nationaux, régionaux et internationaux et des parties prenantes ayant participé au forum ;

- **Appelons** les partenaires techniques et au développement, y compris la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, les agences des Nations unies et les partenaires bilatéraux, entre autres, à renforcer leur soutien à la modernisation des services hydrométéorologiques, aux systèmes d'alerte précoce et aux services de gestion des risques de catastrophe ; en adéquation avec les besoins et priorités exprimés par la CEEAC, les SMHN, les organismes de bassins hydrographiques et les gouvernements nationaux d'Afrique centrale afin de contribuer à une meilleure compréhension et à une meilleure prévision du système climatique ;

- **Demandons** aux gouvernements respectifs de continuer leurs appuis pour assurer que les services de météorologie, d'hydrographie, d'alerte et de gestion des risques de catastrophe disposent d'un environnement politique et financier propice à l'accomplissement de leur mandat de manière à appuyer le développement résilient de tous les secteurs de l'économie et de tous les segments de la société, en particulier les personnes vulnérables et les pauvres ;

- **Demandons** aux partenaires de collaborer étroitement à la convergence des systèmes et services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce afin de maximiser les synergies, les économies d'échelle et l'efficacité pour garantir des prestations de services fiables aux communautés et aux populations d'Afrique centrale ;

- **Reconnaissons** le Réseau des Parlementaires pour la Résilience aux Catastrophes et l'Adaptation au Changement Climatique en Afrique centrale (REPARC) et leur influence sur l'intégration de la résilience au climat et aux catastrophes dans les décisions et les politiques nationales, et **demandons** au REPARC de soutenir les investissements des Etats membres de la CEEAC dans les programmes de résilience aux catastrophes et au climat.

- **Appelons** à une intégration horizontale et verticale plus forte des politiques, stratégies et programmes visant à renforcer les services météorologiques, hydrologiques et d'alerte rapide aux niveaux national, régional et continental, en encourageant l'élaboration des stratégies inclusives de gestion des risques de catastrophe dans le contexte du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et s'appuyant sur les programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), les contributions déterminées au niveau national (NDC) pour l'action climatique dans le cadre de la CCNUCC, et le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC).

- **Demandons** d'accélérer la mise en service du Centre d'Application et de Prévisions Climatologiques de l'Afrique Centrale (CAPC-AC) créé en 2015, dont le siège est à Douala et mis en place pour la région de la CEEAC ;

- **Exhortons** la CEEAC et ses États membres à renforcer leur soutien à la recherche appliquée et à la formation professionnelle dans les domaines de la météorologie, de l'eau, du climat et des systèmes d'alerte précoce ;

- **Encourageons** l'intégration du Genre et l'inclusion des jeunes, des groupes vulnérables et des organisations communautaires dans la conception et la mise en œuvre d'approches intégrées des services de météorologiques, hydrologiques, climatologiques et d'alerte précoce à l'appui du développement durable ;

- **Réaffirmons** notre soutien à la promotion de l'appropriation du renforcement des services météorologiques, hydrologiques et d'alerte précoce régionaux et nationaux ; **nous engageons** en

outre à veiller à ce que la modernisation des services d'hydrométéorologiques soit l'une des priorités de développement aux niveaux national et régional moyennant des investissements suffisants ;

- **Demandons** au Secrétaire général de la CEEAC de soumettre ce Communiqué au Conseil des Ministres et de le porter à l'attention des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEEAC, pour suite à donner ;
- **Demandons** à la Commission de l'Union africaine de porter le présent communiqué à l'attention des structures décisionnelles de l'UA pour approbation et action ;
- **Adoptons** à l'unanimité le présent communiqué afin de montrer un engagement fort et collectif en faveur du développement de services météorologiques, hydrologiques et climatologiques durables afin d'assurer la délivrance de leurs produits et services aux utilisateurs finaux en Afrique centrale.

Libreville, République Gabonaise, 16 Novembre 2018